

Fiorella Lavorgna

Bienvenue à nouveau dans *Call Simone*. Je suis votre animatrice, Fiorella Lavorgna, et dans l'épisode d'aujourd'hui, nous allons nous pencher sur l'un des débats politiques les plus importants qui se déroule actuellement au sein de l'Union européenne : les négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034, également appelé le prochain budget de l'UE.

Si cela vous semble technique ou bureaucratique, ne vous inquiétez pas : nous sommes là pour vous guider. Derrière ces gros chiffres se cache un véritable débat sur l'avenir de l'Europe. Combien investissons-nous dans la cohésion et l'agriculture ? Sommes-nous vraiment déterminés à évoluer vers un modèle plus compétitif ? Que fait l'Europe en matière de défense ? Dans quelle mesure sommes-nous prêts pour un éventuel élargissement historique ? Et quelle influence les villes et les régions auront-elles dans la construction de l'Europe de demain ?

Nous abordons ces questions à un moment de tension réelle, qui n'est pas seulement géopolitique. Le Conseil débat déjà des projets de cadres de négociation, le Parlement européen affine sa position, et les gouvernements nationaux ainsi que les groupes d'intérêt font pression pour protéger leurs priorités bien avant qu'un accord final ne soit conclu.

Pour nous aider à y voir plus clair, nous sommes accompagnés d'une personne qui comprend véritablement comment les budgets de l'UE sont élaborés de l'intérieur : Jan Olbrycht. Ancien député européen, il est l'une des voix les plus respectées en matière de budget de l'UE. Au fil des ans, il a été au cœur de plusieurs négociations sur le CFP et est connu pour son approche calme et méthodique, ainsi que pour son engagement sans faille à veiller à ce que les régions, les villes et les communautés locales ne soient pas laissées de côté dans les débats de haut niveau à Bruxelles.

Avant de se lancer dans la politique européenne, il a été maire puis dirigeant régional en Pologne, ce qui lui a permis d'acquérir une compréhension concrète de la manière dont les politiques influencent la vie quotidienne des gens.

Monsieur Olbrycht, bienvenue à *Call Simone*.

Jan Olbrycht

Bonjour. Je voudrais juste ajouter que, pendant mon mandat de maire, j'étais également l'un des vice-présidents du CEMR, ce qui me lie étroitement à cette organisation.

Fiorella Lavorgna

C'est vrai, et nous sommes très heureux de vous avoir parmi nous. Je ne pense pas que les podcasts existaient lorsque vous étiez vice-président du CEMR.

Jan Olbrycht

Non, en effet.

Fiorella Lavorgna

Avant d'aborder l'état actuel des négociations, j'ai une question à vous poser. Si vous deviez vous adresser à « l'Europe » aujourd'hui, qui appelleriez-vous ?

Jan Olbrycht

Ce n'est pas une question facile. L'UE d'aujourd'hui repose de plus en plus sur les relations entre les États membres. Depuis le traité de Lisbonne, la plupart des décisions sont en effet prises par le Conseil européen — par les Premiers ministres et les chefs d'État.

J'appellerais donc au moins trois personnes, par ordre d'importance. Premièrement, António Costa, président du Conseil européen, pour comprendre la position des États membres. Ensuite, Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, pour comprendre la position du colégislateur. Et enfin, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, qui agit en tant qu'organe exécutif.

Les décisions sont convenues politiquement par les États membres, puis définies par les colégislateurs — le Conseil et le Parlement — et enfin mises en œuvre par la Commission.

Fiorella Lavorgna

C'est donc un puzzle complexe. Est-ce devenu plus complexe ces dernières années ?

Jan Olbrycht

Pas plus complexe, juste différent depuis le traité de Lisbonne. Avant Lisbonne, les sommets des Premiers ministres étaient informels. Aujourd'hui, nous avons le Conseil

européen en tant qu'institution formelle, qui se réunit fréquemment et prend des décisions politiques clés.

Il est important de noter que le Conseil européen ne vote pas : il parvient à un consensus. Ces accords politiques sont extrêmement puissants et déterminent tout ce qui suit. Au cours des cinq dernières années, en raison des crises géopolitiques, son rôle est devenu encore plus central.

Fiorella Lavorgna

Il définit donc l'orientation politique, mais ne légifère pas directement.

Jan Olbrycht

Exactement. Si les chefs d'État s'accordent politiquement, les ministres suivront. Le Parlement, en revanche, est différent : il est stable pendant cinq ans et ne peut être dissous, ce qui lui confère un rôle distinct.

Fiorella Lavorgna

Passons au sujet principal. Où en sommes-nous actuellement dans les négociations sur le prochain budget de l'UE ? Les États membres ont-ils déjà tracé des lignes rouges ?

Jan Olbrycht

Permettez-moi d'expliquer brièvement le système. L'UE dispose d'un budget annuel, codécidé par le Conseil et le Parlement. Mais celui-ci s'inscrit dans un cadre financier pluriannuel — une structure sur sept ans qui fixe des plafonds et des priorités.

La différence essentielle est que le CFP requiert l'unanimité des États membres, tandis que le budget annuel est décidé à la majorité qualifiée.

Le processus commence par une proposition de la Commission. Cette proposition est désormais sur la table. Le Conseil y travaille et a élaboré une « boîte de négociation » (Nego Box), tandis que le Parlement a déjà réagi en adoptant sa propre position.

Alors, où en sommes-nous ? Nous sommes en pleine négociation — au sein du Conseil, au sein du Parlement et entre les parties prenantes telles que le CCRE et Eurocities. Tout reste encore ouvert.

Fiorella Lavorgna

Et qu'est-ce qu'une Nego Box exactement ?

Jan Olbrycht

Il s'agit essentiellement d'un résumé structuré de la négociation : la structure budgétaire proposée et les montants en jeu. Aujourd'hui, deux questions principales dominent.

Premièrement, la taille du budget – environ 2 000 milliards d'euros dans la proposition de la Commission – mais cela dépend des nouvelles ressources propres. Sans elles, le budget devra être réduit.

Deuxièmement, la structure. La Commission propose un changement majeur : s'éloigner des politiques distinctes comme la cohésion et l'agriculture pour s'orienter vers des catégories budgétaires plus larges et intégrées.

Ce changement structurel est très controversé.

Fiorella Lavorgna

Nous passons donc d'un budget de 1 200 milliards d'euros à potentiellement 2 000 milliards d'euros, mais sans certitude quant au financement — surtout compte tenu de la nécessité de rembourser NextGenerationEU.

Un autre changement majeur est l'introduction de plans de partenariat nationaux et régionaux. Ces plans simplifient-ils vraiment les choses, ou centralisent-ils trop de pouvoir ?

Jan Olbrycht

L'idée initiale était de donner plus de responsabilités aux États membres. Mais cela a suscité des inquiétudes, et la Commission a donc mis en place des garde-fous.

Désormais, certains éléments sont obligatoires : le financement des agriculteurs, le soutien aux régions moins développées et des parts minimales pour les dépenses climatiques et sociales.

Il y a donc deux niveaux : la flexibilité nationale et les contraintes imposées par la Commission. Le résultat est un système hybride, en partie centralisé, en partie décentralisé.

Fiorella Lavorgna

Cette approche tient-elle compte de la diversité des territoires européens ?

Jan Olbrycht

En partie. Certains éléments sont fixes, mais d'autres restent ouverts aux décisions nationales. La question clé est de savoir comment les gouvernements utiliseront cette flexibilité, notamment en matière de cohésion, de politique sociale et d'équilibre territorial.

Fiorella Lavorgna

Quels sont les principaux points de discorde dans les négociations ?

Jan Olbrycht

Il y en a trois principaux.

Premièrement, le montant du budget : certains pays s'opposent à toute augmentation.

Deuxièmement, la structure, en particulier la relation entre la cohésion et l'agriculture.

Troisièmement, la mise en œuvre, notamment le rôle des villes et des régions. Une ligne rouge essentielle est de savoir si elles seront de véritables partenaires dans la conception et la mise en œuvre des plans, ou si elles seront simplement consultées.

Fiorella Lavorgna

Y a-t-il des pays qui militent plus fortement en faveur d'une implication locale ?

Jan Olbrycht

Oui. La Pologne, l'Espagne et la Croatie sont des exemples où la décentralisation est plus forte. Mais cela varie considérablement, et dans de nombreux cas, la participation régionale n'est pas garantie.

Fiorella Lavorgna

Passons à l'objectif plus large : rendre l'Europe plus compétitive et plus résiliente. La proposition actuelle est-elle à la hauteur ?

Jan Olbrycht

Le volet compétitivité est plus solide et plus flexible, ce qui est positif. Mais nous ne devons pas perdre les atouts de la politique de cohésion, qui a fait ses preuves.

La clé, c'est la stabilité. Sans clarté sur la structure et les priorités, la mise en œuvre en pâtira.

Fiorella Lavorgna

Pensez-vous qu'un accord sera trouvé d'ici 2026 ?

Jan Olbrycht

Je l'espère, mais de manière réaliste, cela pourrait se prolonger jusqu'en 2027. Et les retards ont des conséquences réelles : si le budget est en retard, les investissements sont retardés.

Fiorella Lavorgna

Abordons la question de l'élargissement. Les propositions actuelles tiennent-elles compte de pays comme l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie ?

Jan Olbrycht

Aujourd'hui, l'élargissement n'est pas seulement économique : il est géopolitique et concerne la sécurité. Sur le plan financier, le choc pourrait être gérable, mais les défis politiques et administratifs sont considérables.

Il est important de noter que l'élargissement est décidé à l'unanimité par les États membres. Cela dépend donc autant des membres actuels que des pays candidats.

Fiorella Lavorgna

Enfin, parlons de l'Europe mondiale. L'UE en fait-elle assez en tant qu'acteur mondial ?

Jan Olbrycht

Le budget à lui seul ne suffit pas, mais l'UE et ses États membres constituent ensemble un acteur mondial. La clé réside dans la coordination. Sans unité, l'Europe ne peut pas agir efficacement sur la scène mondiale.

Fiorella Lavorgna

Dernière question : dans dix ans, si vous deviez appeler « l'Europe », s'agirait-il toujours de trois personnes ?

Jan Olbrycht

Oui. L'UE n'est pas un système à État unique. C'est une union de 27 pays. Même dans 10 ans, je ne pense pas qu'il y aura un seul dirigeant. La force de l'Europe réside dans son action commune.

Fiorella Lavorgna

Merci beaucoup, ce fut un réel plaisir de m'entretenir avec vous.

Jan Olbrycht

Tout le plaisir était pour moi.